

Un législateur exhorte le gouvernement colombien à appliquer l'Accord de paix

Image not found or type unknown

Bogota, 27 octobre (RHC) Le représentant à la Chambre du Congrès (bicaméral) de Colombie du Parti Commun Luis Alberto Albán a exhorté aujourd'hui le gouvernement à mettre en œuvre l'Accord de Paix.

Sur son profil sur Twitter, le député a rappelé que le 14 octobre dernier, le Conseil de sécurité des Nations Unies s'est réuni pour examiner l'état de la mise en œuvre de l'Accord de paix et a exprimé sa

préoccupation.

À propos du concept de paix avec légalité, lancé par le gouvernement d'Ivan Duque, le député a précisé que, sur la question des terres, du logement et de la réinsertion sociale d'anciens guérilleros, le Conseil a mis en garde contre des retards, à cinq ans, par rapport à la signature de l'Accord en 2016.

Cinquante pour cent des personnes en voie de réinsertion ne disposent pas de projets productifs, et le chapitre ethnique et de genre reste exclu, a souligné Albán.

Il a souligné que le gouvernement de Duque n'a pas de politique publique de démantèlement des groupes armés illégaux et que, rien que cette année, près de 60 000 personnes ont été déplacées en Colombie en raison de la violence et de l'intimidation de ces structures.

Cinquante mille autres, a indiqué le militant de Comunes, sont confinées à la guerre, 96 pour cent d'entre elles, indigènes et afro-colombiennes.

'La Paix avec légalité » du président Duque n'offre pas de garanties de sécurité en Colombie', a-t-il souligné en décrivant que chaque jour un leader politique ou social est assassiné et tous les six jours, un signataire de la paix.

Ces faits jouissent d'une impunité de 90 %, a précisé le législateur, et a souligné que 'la violence en Colombie est inacceptable'.

'Tant d'efforts et tant d'investissements peuvent maintenant être en danger' a signalé à l'unanimité le Conseil de sécurité de l'ONU et il a appelé le gouvernement de Duque à mettre en œuvre ce qui a été convenu de manière intégrale, avant 2022, a-t-il souligné.

Il a relevé que le Programme de développement axé sur le territoire, instrument de gestion et de planification du Gouvernement visant à promouvoir le développement économique, social et environnemental dans les zones les plus touchées par le conflit armé, a été critiqué par le secrétaire général des Nations unies, António Guterres.

Ce programme a été critiqué car il ne crée pas de possibilités de développement durable et de services et institutions de l'État pour les communautés, a-t-il ajouté.

Il a souligné que le Conseil et Guterres étaient très préoccupés par l'absence de dialogue entre les parties et les communautés et ont évoqué la tendance du Gouvernement à sortir des institutions de l'Accord de paix.

À cet égard, il a exhorté le gouvernement à mettre en œuvre ce qui avait été convenu et à permettre aux populations afro-colombiennes, autochtones et aux femmes de participer à la prise de décisions.

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/noticias/internacionales/275212-un-legislateur-exhorte-le-gouvernement-colombien-a-appliquer-laccord-de-paix>



Radio Habana Cuba